

Alejandro Tortolero. *Penser avec des chiffres. Banque et investissements français au Mexique 1880-1929*. Paris: Presses Universitaires de Rennes, 2018, 292 p.

Le livre que nous présentons ce soir est un livre important, produit d'un travail de longues décennies, entre Mexique et France, surtout, mais aussi aux Etats Unis où il a fait plusieurs séjours, qui lui ont permis de prendre ses distances et de mûrir sa réflexions. Alejandro Tortolero a accumulé une énorme documentation, qu'il a soumise ensuite à une critique attentive: confrontation des différentes sources entre elles (concordances et discordances), puis nouvelles vérifications; puis, au terme, remise en cause ou nuances fortes et efficace de beaucoup d'idées reçues, fondées sur une lecture rapide et superficielle de quelques documents, et/ou sur des présupposés idéologiques (démontrer une thèse est toujours plus long et difficile que se contenter de l'affirmer ou de l'asséner). Ce livre a été anticipé par différents articles et interventions dans des colloques qui nous permettent de suivre au fil des années la progression de la recherche et de la réflexion d'Alejandro Tortolero: je soulignerai seulement l'article publié dans les *Annales* de 1997 sur «Les hommes et les ressources naturelles dans

le bassin de Mexico. L'innovation technologique et son impact dans un milieu rural: Chalco (1890-1925)».

La première originalité de ce livre, qui fait sa richesse et son intérêt, est d'avoir été construit à partir du dépouillement et du croisement de différents fonds d'archives, entre France et Mexique surtout. Elle lui a permis de tenir compte avec soin de la multiplicité des points de vue, de la position, du statut et des fonctions des différents acteurs, du lieu d'où ils s'expriment, de leurs précautions de langage, des intérêts qui sont les leurs ou qu'ils défendent. Parmi celles-ci, il faut souligner l'importance de l'ouverture progressive, à partir des années 1980, des archives des banques françaises (suivie de leur part par l'élaboration d'une véritable politique de conservation et d'ouverture et de soutien à la recherche). Une ouverture que j'ai suivie dès le départ à l'époque et dont les premiers à bénéficier ont été les chercheurs russes qui venaient étudier, dans le cadre de la perestroïka, l'histoire des emprunts du dernièrement gouvernement tsariste massivement souscrits, pendant les vingt années qui ont précédé la première guerre mondiale. Tortolero appartient à la première génération qui a non seulement pu, mais aussi su en tirer profit. Mais il a étudié également avec le même soin les bilans et rapports des sociétés mexicaines: un travail qui

a impliqué de sa part l'apprentissage d'un savoir et d'une capacité de compréhension qui ne faisaient pas partie, je suppose, de la formation des jeunes chercheurs qui se destinaient à l'histoire de l'économie.

La période étudiée est marquée en effet, comme il le souligne, par une double mutation qualitative et quantitative des sources, par l'élaboration d'un savoir plus exact, fondée sur une connaissance plus profonde du Mexique et des hommes et sur la nécessité de convaincre des lecteurs ou des interlocuteurs eux aussi mieux informés.

Son livre est appelé à trouver sa place parmi les classiques contribuant à renouveler l'histoire de l'Amérique latine en *xix^e* et *xx^e*s. En l'ouvrant sur l'extérieur, en l'insérant dans son contexte international, et en soulignant à chaque fois les connections étroites entre cette dimension internationale et l'analyse concrète des situations locales. On peut, de ce point de vue le rapprocher du grand travail de Carlos Marichal sur la «*Deuda externa de l'America Latina (1820-2010)*». Tortolero a choisi de s'arrêter plus tôt, autour de 1929, mais beaucoup des éléments de réponse qu'il apporte nous permettent de mieux comprendre un certain nombre de situations présentes à l'heure d'une globalisation qui vient remodeler, au Mexique comme ailleurs, l'histoire du

pays et l'ensemble de ses mentalités. Si je tiens à souligner que je suis heureux qu'il soit publié aujourd'hui en français par les Presses Universitaires de Rennes qui en assureront avec efficacité la diffusion, ce n'est pas par chauvinisme francophone, mais parce qu'il me semble important que ce livre ne soit pas lu seulement dans le monde par les seuls spécialistes de l'Amérique latine habitués à lire toutes les publications en espagnol et en portugais, mais aussi par une gamme plus large d'historiens de l'économie qui auront beaucoup à y apprendre et élargiront ainsi leurs horizons: ce qui a été d'ailleurs, je tiens à le dire, mon propre cas.

La période centrale envisagée par le livre est celle du Porfiriato. Une longue période qui commence en fait seulement pour la France en 1880, et qui est marquée non seulement par la croissance en volume des investissements français, mais aussi par la diversification, la multiplication et l'élargissement des secteurs d'activité concernés (aux secteurs traditionnels comme la dette publique venant s'ajouter de nouveaux secteurs, de nouveaux produits, de nouvelles technologies, de nouveaux marchés), et, également, par la complexité étroite des liens d'affaires et personnels qui sous-tendent ces projets, tentatives et investissements. Nous retrouvons au fil des pages les mêmes noms, les

mêmes personnes ou leurs parents proches, des deux côtés de l'Atlantique, avec des fonctions différentes, dans de multiples sociétés. Soit au total un véritable réseau, placé sous le signe des participations croisées dans différentes affaires, où chacun peut apporter ses compétences, mais aussi ses relations personnelles. Mais ce réseau reste assez souple pour permettre, parallèlement, l'émergence de figures dominantes, qui imposent leurs projets et leurs idées, conçoivent et lancent les initiatives, obtiennent les accords et les appuis nécessaires, et que les autres suivent. Au premier rang des banquiers, mais aussi de plus en plus des industriels ou plutôt des entrepreneurs (dans l'agriculture aussi, ou encore dans l'immobilier), choisissant pour leurs opérations le cadre juridique de la société anonyme par actions à responsabilité limitée. Leur ambition sera selon les cas soit de créer des marchés nouveaux, ou de profiter d'une opportunité pour prendre place sur un marché qui leur échappait (par exemple le tabac ou le sucre au moment de la guerre de Cuba).

La liste des secteurs d'investissements choisis met en évidence les dynamiques principales à l'œuvre pendant les décennies du Porfiriato:

Services et infrastructures bancaires (Banque Nationale de Paris et des Pays-Bas, et SFIM, Société Financière pour l'Industrie au Mexique) qui viennent

doter le Mexique d'un cadre de banques d'affaires qui lui manquait, et lui permettre d'échapper à la double tutelle des banques anglaises et américaines.

Chemins de fer souvent nécessaires aux industries elles-mêmes, en complément des transports maritimes et fluviaux, pour assurer leur approvisionnement en matières premières et le transport de leur propre production. On assiste ainsi au renforcement des liaisons entre les principales villes, et à l'esquisse d'un véritable réseau.

Les mines, avec le renouvellement d'un secteur traditionnel (argent et cuivre).

Nouveaux produits répondant à des besoins en expansion: papier (surtout pour la presse), tabac (croissance des cigarettes à côté du cigare), sucre de canne, dynamite (pour les travaux publics surtout), résine, etc.

Nouvelles technologies: hydro-électricité (liée aussi à l'irrigation: utilisation des ressources en eau).

Modernisation des villes: tramways à partir de 1900, éclairage urbain.

HISTOIRE

Penser avec des chiffres

Banque et investissements français au Mexique, 1880-1929

Alejandro Tortolero Villaseñor



Construction urbaine (dans le cas de Mexico).

Tous ces investissements contribuent à moderniser l'économie générale du Mexique et de la société mexicaine, en élargissant la gamme des services disponibles et des produits mis sur le marché surtout intérieur dont les consommations et les modes de vie, tout spécialement en ville, se

trouvent transformés et mis à l'heure internationale.

L'environnement politique leur est favorable: ils bénéficient de l'appui du pouvoir en place à tous les niveaux (protections douanière, concessions diverses qui permettent de tourner les règles, et de multiplier les dérogations), de la stabilité institutionnelle, garantie essentielle de la confiance pour les marchés et les entrepreneurs, qu'il assure, de sa volonté de limiter la dépendance par rapport aux Etats Unis. Les années 1880-1914 ont été ainsi particulièrement favorables aux investisseurs français, associés à une politique de «modernisation», décidée et imposée d'en haut, qui vise il est vrai davantage à transformer les villes et les comportements des élites et des classes moyennes urbaines, qu'à améliorer en profondeur la situation de la majorité de la population des campagnes.

Les mêmes investisseurs ont pu ainsi construire des formes de monopole ou d'oligopole, à l'abri de la protection douanière, dans une période où la plupart des Etats, sauf l'Angleterre (la seule à rester fidèle à une libéralisation des échanges qu'elle avait réussi en partie à étendre au reste du monde), après la crise du milieu des années 70, prenaient, à commencer par la France et les Etats-Unis, pour protéger leur marché intérieur, le même tournant protectionniste.

Du côté français, ce tournant des années 1880 est marqué à la fois par le lancement d'une ambitieuse politique coloniale, visant aussi à faire oublier la défaite de 1970, et par la conquête de nouveaux marchés extérieurs dans des pays indépendants par l'exportation et l'investissement d'une masse importante de capitaux. Une exportation accompagnée d'un effort d'informations et d'une accumulation de connaissances et de liaisons sur places visant à préparer, en la justifiant la prise de décision finale: d'où la multiplication des experts et des ingénieurs, qui utilisent et imposent comme mode de raisonnement une culture du chiffre, dont la statistique (nous sommes à l'époque des premiers Congrès internationaux de statistiques, bien étudiés par Eric Brian) est supposée représenter la rationalité supérieure.

Cette rationalité avait pourtant ses limites, dont témoignent nombre de déceptions ou d'espoirs déçus et même d'échecs, malgré l'euphorie dominante de la période porfiriste: Alejandro Tortolero a choisi de mesurer de façon plus précise les effets de la révolution zapatiste, en nuanciant la lecture qui en est souvent proposées. D'un côté ils n'ont pas touché de façon dramatique et irréversible toutes les entreprises, dont nombre d'entre elles ont survécu, mais de l'autre, ils ont été particulièrement graves dans le cas des entreprises qui

donnaient déjà avant des signes de faiblesse dont les effets commençaient à se faire sentir avant. Tortolero nous invite ainsi à valoriser a contrario l'impact à la fois de la dévaluation de la piastre mexicaine, et celui des réformes sociales et politiques qui inaugurent au début des années 20 une période économique radicalement différente, bien avant la crise de 1929.

Il nous permet à la fois de nuancer à la fois le jugement globalement négatif porté sur les effets de la révolution, et celui, globalement positif, porté sur la période porfiriste. Pour celle-ci, il en met en évidence et il analyse très lucidement:

- les réussites, mais aussi les échecs, liés à des prévisions (volontairement) exagérées et à une minimisation des difficultés dont les chiffres seront assez rapidement démentis.

Le rôle des banques dans la création et l'entretien d'un optimisme spéculatif sur les résultats attendus (on trouve dans son livre des très belles illustrations des actions et obligations vendues au public). Pas encore les *subprimes*, mais quelque chose qui va dans ce sens. Des gains, sans doute, mais aussi des pertes: le Mexique, malgré sa richesse en ressources naturelles, n'était pas le Pérou. Cette étape d'industrialisation et d'investissements financiers qui a

précédé la première guerre était sans doute nécessaire. Importation massive de machines réputées les meilleures, et acquisition de brevets, mais aussi des techniciens et des ingénieurs chargés de les mettre en application. La question reste de savoir dans quelle mesure elle a préparé l'avenir: absence de réformes politiques et sociales. Jusqu'à quel point un progrès réel dans la valorisation du capital humain.

Comme tout livre novateur, le travail d'Alejandro Tortolero nous propose, à travers la présentation d'une information impressionnante, et d'analyses toujours très stimulantes, un ensemble de demandes qui restent ouverts pour l'avenir, et qui portent à la fois sur le Mexique et sur l'ensemble de l'environnement international. Nous ne pouvons que l'en remercier.

MAURICE AYMARD

Escuela de Estudios Superiores en Ciencias
Sociales
aymard@msh-paris.fr

D. R. © Maurice Aymard, Ciudad de México, enero-junio, 2020.